

# CONFERENCE MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

## L'enseignement supérieur au XXI<sup>e</sup> siècle

### Vision et actions

UNESCO, Paris, 5 – 9 octobre 1998

## VOLUME V – PLENIERE

### Burundi

Note1: Afin de satisfaire aux normes de publication de l'UNESCO, certains textes ont dû être corrigés.

Note2: Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans leurs documents ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

Burundi

---

## **Allocution de M. Lazare Naniwe Représentant permanent adjoint du Burundi auprès de l'UNESCO**

Monsieur le Président de la Conférence,  
Monsieur le Directeur général,  
Excellences, Mesdames, Messieurs,

En organisant cette Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, l'UNESCO vient de donner à mon pays, le Burundi, une occasion de plus pour élever la voix et se faire entendre dans le concert des nations en général, et dans le forum des partenaires de l'éducation en particulier.

L'enseignement supérieur au Burundi est représenté par la seule université du Burundi, la seule véritable institution d'enseignement supérieur car l'enseignement supérieur privé est presque inexistant. Depuis 1962, date de l'indépendance de mon pays, l'enseignement supérieur a connu un développement rapide puisque l'université qui ne comptait que 29 étudiants en 1961, en compte actuellement 4.500. Des efforts en été consentis pour former des enseignants nationaux qualifiés. En même temps que les effectifs d'étudiants augmentaient, les infrastructures d'accueil étaient également disponibles.

L'enseignement supérieur dans mon pays a pour mission de :

- ♦ dispenser au niveau le plus élevé une formation intellectuelle, morale et civique aux futurs cadres du pays ;
- ♦ promouvoir la recherche scientifique, littéraire et artistique, ainsi que le perfectionnement professionnel ;
- ♦ participer activement au développement économique et culturel ;
- ♦ développer et mettre en œuvre une politique de coopération internationale en matière d'enseignement supérieur.

Comme le dit si bien Jacques Delors en parlant de l'enseignement supérieur dans son rapport ***L'éducation : un trésor est caché dedans***, l'enseignement supérieur au Burundi se veut être un véritable moteur du développement économique, un pôle de l'éducation tout au long de la vie, et un instrument de transmission de l'expérience culturelle et scientifique.

Dans mon pays l'enseignement supérieur forme des cadres essentiellement destinés au secteur public car la capacité des établissements privés à employer les lauréats universitaires est encore très faible étant donné que leur embauche coûterait trop cher et que le développement de ces établissements ne nécessite pas, dans l'immédiat, le recrutement de cadres hautement qualifiés.

La délégation que j'ai l'honneur de conduire est parfaitement convaincue que la paix et la démocratie ne peuvent être gagnées que par la mise sur pied d'un système éducatif cohérent du primaire au supérieur. C'est pour cette raison que le développement de l'enseignement supérieur est l'une de nos préoccupations majeures. C'est l'éducation qui nous permettra de former le citoyen du XXI<sup>e</sup> siècle, l'homme autour duquel et par lequel nous comptons organiser le développement humain durable.

Au cours de ces dernières années, l'UNESCO a coopéré avec mon pays pour l'initiation et la promotion des programmes d'éducation à la paix, à la démocratie et à la tolérance. Ce sont ces concepts que nous voulons retrouver dans le citoyen du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous voulons en effet entrer dans une ère de paix, de démocratie, de tolérance et en finir avec les conflits de tout genre qui naissent souvent de l'ignorance et de la pauvreté.

L'explosion démographique est un grand handicap pour le développement de notre système éducatif car la demande scolaire dans mon pays est de loin supérieure à l'offre. Elle le sera davantage au cours des années à venir car les effectifs élevés du secondaire ne cessent de faire pression aux portes

des auditoriums et des campus, qui n'étaient pas préparés à les accueillir pour des raisons de conjoncture économique.

L'histoire de mon pays fait que notre enseignement supérieur compte encore sur un nombre important de professeurs expatriés, ce qui résulte en un taux de dépendance élevé pour notre université. Lorsqu'ils ont été contraints de suspendre les enseignements à cause de la crise, nous avons senti le vide laissé par leur absence. C'est une preuve que la coopération interuniversitaire reste d'actualité et ne peut qu'être encouragée.

Les moyens financiers à mettre à disposition de nos étudiants et de nos professeurs d'enseignement supérieur sont insuffisants pour faire face à cette forte demande académique qui se manifeste dans les auditoriums et les campus universitaires d'une part, et l'insuffisance des bourses de perfectionnement d'autre part.

Une des grandes préoccupations de mon pays c'est de pouvoir ouvrir l'université à tous les étudiants capables de suivre cet enseignement. Actuellement, les femmes sont minoritaires dans les institutions d'enseignement supérieur tout comme elles ne sont pas nombreuses parmi les enseignants d'université. Nous prenons l'engagement de faire en sorte que le siècle prochain soit l'occasion de promouvoir la femme dans l'enseignement supérieur car la femme a déjà prouvé que, dans nos pays, elle contribue au programme de développement humain durable.

Notre détermination à combattre la pauvreté et l'ignorance est actuellement contrecarrée par la crise socio-économique qui secoue mon pays depuis cinq ans et surtout par le blocus économique qui nous a été imposé et qui malheureusement ne fait que retarder le retour à la paix au lieu de le favoriser. Il est à faire remarquer toutefois que malgré ces moments difficiles, le système éducatif en général et l'enseignement supérieur en particulier, n'ont pas cessé de fonctionner. Nous demandons à la communauté internationale ci-présente de rester à nos côtés pour former le citoyen du 3<sup>ème</sup> millénaire.

Pour ce qui nous concerne :

- ♦ nous allons continuer à favoriser l'accès équitable à l'enseignement supérieur en fonction de critères liés au mérite ;
- ♦ nous allons encourager le secteur privé en matière d'enseignement supérieur ;
- ♦ nous comptons renforcer la qualité de l'enseignement et assurer une éducation tout au long de la vie ;
- ♦ nous nous attacherons à développer les liens entre l'enseignement supérieur et le monde du travail.

Enfin, nous sommes convaincus que, par la conjugaison des efforts des uns et des autres, le 3<sup>ème</sup> millénaire sera ce que nous voulons qu'il soit à travers les opportunités offertes par cette Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur.

Je vous remercie.